

« ETANGS ET MARAIS DU BASSIN DE LA SOMME »

« MARAIS ET MONTES DE MAREUIL CAUBERT »

« BASSE VALLEE DE LA SOMME DE PONT REMY A BREILLY »

« MARAIS DE LA MOYENNE SOMME ENTRE AMIENS ET CORBIE »

---

*Compte-rendu du comité de pilotage du 25 novembre 2013 - Dury -*

---

Le 25 novembre 2013, les membres des comités de pilotage des sites Natura 2000 précités se sont réunis, à 15h30, dans les locaux de l'AMEVA à Dury.

**Etaient présents**

M. CARPENTIER	Président des ZSC « Marais et Monts de Mareuil Caubert », « Basse vallée de la Somme de Pont-Rémy à Breilly » et de la ZPS « Etangs et marais du bassin de la Somme »
M. CUVILLIERS	Président de la ZSC « Marais de la moyenne Somme entre Amiens et Corbie »
M. MERESSE	AMEVA
M <sup>me</sup> SENÉ	AMEVA

**Représentants de l'Etat**

M <sup>me</sup> DUR	Direction Départementale des Territoires et de la Mer
M <sup>me</sup> LE BRIS	Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement de Picardie
M. VANZWAELMEN	Direction Départementale des Territoires et de la Mer

**Collectivités territoriales et groupements**

M. BRIET	Pays des trois vallées
M. BRUXELLE	Communauté de communes du val de Somme
M <sup>me</sup> DELCENSERIE	Syndicat de la vallée des anguillères
M. LENGLET	AMEVA

**Communes**

M. BAILLEUL	Commune d'Hangest-sur-Somme
M. BROUTIN	Commune d'Abbeville
M. CARBONNAUX	Commune de Hem Monacu
M. CARPENTIER	Commune de Mareuil-Caubert
M. CUVILLIERS	Commune de Camon
M <sup>me</sup> DECHOZ	Communes de Bourdon
M <sup>me</sup> DESTATTE	Commune de La Chaussée-Tirancourt
M. DUBOS	Commune de Bray lès Mareuil
M. LAMUR	Commune de Doingt-Flamicourt
M. LOUVET	Commune de Proyard
M. PONGE	Commune de Glisy
M. WIBAUT	Commune de Cappy

**Représentant des propriétaires, exploitants et utilisateurs**

M. BRIET	Syndicat Mixte du Pays et de Préfiguration du Parc Naturel Régional de la Baie de Somme
----------	--

M<sup>me</sup> COUTEAUX  
M. HUCHER

Conservatoire d'espaces naturels de Picardie  
Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction

M. MAILLER  
M<sup>me</sup> MOREL

Chambre de Commerce et d'Industries d'Abbeville  
Chambre de Commerce et d'Industries d'Amiens  
Association Picardie Nature  
Centre permanent d'initiative pour l'environnement vallée de la Somme

M<sup>me</sup> TRANNOY

Fédération départementale des chasseurs de la Somme

### **Etaient excusés**

M. BERGEZ  
M. BONEF  
M. GUYOT  
M<sup>me</sup> KUMM  
M<sup>me</sup> NOUNGUI

Comité départemental du tourisme de la Somme  
Communauté de communes du pays hamois  
Commune de Bray-sur-Somme  
Commune de Péronne  
Commune de Vaire-sous-Corbie

### **L'ordre du jour était le suivant :**

1. Présentation de la synthèse des documents d'objectifs
2. Information aux propriétaires privés
3. Bilan des réunions publiques
4. Rappel de la démarche de contractualisation
5. Bilan des contrats dans le département de la Somme
6. Etat d'avancement de la démarche de contractualisation
7. Assistance à l'application du régime des incidences
8. Perspectives 2014
9. Questions diverses

## Préambule

M. CARPENTIER introduit la réunion et fait un bilan des réunions d'information réalisées auprès des propriétaires privés en mai à Mareuil-Caubert et en octobre à Camon. M. CARPENTIER et M. LENGLET soulignent la difficulté de mettre en place les mesures de contractualisation avec les propriétaires, publics ou privés, en raison de la faible visibilité sur l'avenir du dispositif Natura 2000 dont nous disposons à l'heure actuelle.

## **1. Présentation de la synthèse des documents d'objectifs**

M<sup>me</sup> SENÉ souligne que la synthèse des DOCOB est un outil de communication à part entière. Ce document de vulgarisation vise une meilleure appropriation de la démarche Natura 2000 par les propriétaires/usagers et élus et ainsi les inciter à consulter les DOCOB si nécessaire. Il présente, dans un premier temps, la démarche Natura 2000 et les sites Natura 2000 de la vallée de la Somme. Ensuite, afin de faire connaître les richesses que renferment ces sites, chaque grand type de milieux est présenté ainsi que les actions permettant de les préserver. Enfin la dernière partie vise à informer sur les possibilités pour chacun de contribuer à la conservation de ce patrimoine naturel par une présentation des outils de contractualisation à savoir la charte et les contrats Natura 2000.

## **2. Information aux propriétaires privés**

M<sup>me</sup> SENÉ explique que, depuis la mise en place du réseau Natura 2000, l'information réalisée auprès des propriétaires privés a été peu développée. Ceci conduit à une méconnaissance du dispositif à l'origine de nombreux a priori. Ainsi une campagne d'information a été lancée en 2013 afin :

- d'informer sur les zonages, la démarche Natura 2000 et notamment d'insister sur le rôle des usages dans la préservation de ce patrimoine.
- d'informer et sensibiliser sur le patrimoine naturel présent sur les sites.
- d'informer sur la démarche de contractualisation afin que les propriétaires et usagers soient informés des moyens mis à leurs dispositions afin de contribuer à la préservation des habitats et espèces présents.

M<sup>me</sup> SENÉ précise que cette information a, pour le moment, été réalisée sur 2 secteurs :

- le secteur de Mareuil-Caubert en mai 2013 pour la ZSC « Marais et monts de Mareuil-Caubert » et la ZPS « Étangs et marais du bassin de la Somme ».
- Le secteur Amiens-Corbie en octobre 2013 pour la ZSC « Marais de la moyenne Somme entre Amiens et Corbie » et la ZPS « Étangs et marais du bassin de la Somme ».

M<sup>me</sup> SENÉ ajoute que cette information s'est déroulée en 2 phases. Tout d'abord l'envoi d'un courrier d'information à l'ensemble des propriétaires du secteur puis la réalisation de réunions publiques d'information. Ainsi chaque propriétaire privé a reçu une plaquette d'information présentant la démarche Natura 2000, ce qu'elle

apporte aux propriétaires s'impliquant dans le dispositif et comment s'investir en insistant sur le choix du volontariat réalisé par la France. Cette plaquette était accompagnée d'une carte de présentation du secteur localisant les sites Natura 2000 concernés ainsi qu'une invitation à la réunion d'information.

### 3. Bilan des réunions publiques

#### La réunion de Mareuil-Caubert du 24 mai 2013

M<sup>me</sup> SENÉ explique que sur les 895 Ha du site, 1 800 parcelles cadastrales ont été recensées sur 6 communes distinctes : Abbeville, Bray-les-Mareuil, Eaucourt-sur-Somme, Epagne-Epagnette, Mareuil-Caubert et Yonval. Grâce à la collaboration des communes, qui ont fourni les coordonnées des propriétaires de chacune de ces parcelles, les 700 propriétaires concernés par le zonage ont été invités. Sur ces 700 propriétaires, près de 120 personnes étaient présentes à la réunion d'information organisée le 24 mai 2013 à Mareuil-Caubert.

M<sup>me</sup> SENÉ précise que les animateurs ont été également sollicités par téléphone pour des informations complémentaires sur les implications du classement de parcelles en Natura 2000 et/ou des modalités de contractualisation.

M<sup>me</sup> SENÉ ajoute, que suite à cette information, 16 visites de terrain ont été réalisées en compagnie des propriétaires. Sur ces 16 propriétés, 7 ne sont pas éligibles à des contrats Natura 2000 principalement en raison de l'absence d'habitats d'intérêt communautaire. A cela s'ajoutent 5 autres propriétés pour lesquelles les propriétaires sont intéressés par les contrats mais pour qui les contacts se sont déroulés plus tardivement en saison. Des expertises complémentaires seront réalisées en 2014 afin de juger des espèces et habitats présents et vérifier la pertinence de contrats. Enfin sur 5 parcelles, des prospections complémentaires ont été réalisées attestant de leur éligibilité aux contrats Natura 2000. M<sup>me</sup> SENÉ ajoute que sur ces propriétés privées le travail consiste actuellement à choisir en partenariat avec les propriétaires les mesures pouvant être mises en place en fonction des habitats et espèces présents mais également des projets et usages présents sur les parcelles.

#### La réunion de Camon du 18 octobre 2013

M<sup>me</sup> SENÉ explique que sur les 525 Ha du site, 2300 parcelles cadastrales ont été recensées sur 9 communes distinctes : Amiens, Blangy-Tronville, Camon, Corbie, Daours, Glisy, Longueau, Rivery et Vecquemont. Grâce à la collaboration des communes, qui ont fourni les coordonnées des propriétaires de chacune de ces parcelles, les 1 000 propriétaires concernés par le zonage ont été invités. Sur ces 1 000 propriétaires, 180 personnes étaient présentes à la réunion d'information organisée le 18 octobre 2013 à Camon.

M<sup>me</sup> SENÉ précise que les animateurs ont été également sollicités par téléphone pour des informations complémentaires sur les implications du classement de parcelles en Natura 2000 et/ou des modalités de contractualisation.

M<sup>me</sup> SENÉ ajoute que suite à cette information 3 visites de terrain ont été réalisées en compagnie des propriétaires. Cependant l'anthropisation de ces parcelles est trop importante pour pouvoir bénéficier de financements Natura 2000. Deux autres visites sont programmées.

#### 4. Rappel de la démarche de contractualisation

M. MÉRESSE rappelle que les deux outils de gestion de Natura 2000, à savoir la charte et les contrats Natura 2000, sont basés sur le volontariat.

##### La charte Natura 2000

M. MÉRESSE rappelle que la charte Natura 2000 vise à pérenniser les pratiques en place permettant de favoriser les habitats et espèces d'intérêt communautaire. Pour cela, elle est signée pour une durée de 5 ans renouvelable. Elle se compose d'une liste de recommandations, assimilables à des engagements de bonnes pratiques et à des conseils de gestion, et d'une liste d'engagements obligatoires portant sur des pratiques de gestion préconisées dans les DOCOB et les usages en place sur les parcelles concernées.

##### Les contrats Natura 2000

M. MÉRESSE rappelle que les contrats, signés sur 5 ans, sont l'application volontaire des mesures de gestion préconisées dans le cadre du DOCOB. Cependant, contrairement à la charte, ils donnent lieu à une contrepartie financière. M. MÉRESSE ajoute que ces opérations sont définies conjointement avec le propriétaire de la parcelle afin de prendre en compte les usages en vigueur. Selon les propriétaires concernés, les contrats sont de 3 types : les contrats forestiers pour les propriétaires forestiers, les contrats agricoles ou MAE-t pour les agriculteurs et enfin les contrats non-agricoles/non-forestiers pour les propriétaires qui ne sont ni agriculteurs ni forestiers. M. MÉRESSE explique ensuite aux membres du COPIL que les contrats Natura 2000 peuvent faire l'objet de deux types d'indemnisation. Les contrats sur devis font suite à un appel d'offre et les travaux sont réalisés par une entreprise alors que dans le cas de contrats sur barème le propriétaire réalise lui-même les travaux et est indemnisé selon un barème fixé par arrêté préfectoral. M. MÉRESSE rappelle ensuite les différentes étapes de la contractualisation aux membres du COPIL.

#### 5. Bilan des contrats dans le département de la Somme

M. VANZWAELMEN explique aux membres du COPIL que nous arrivons au terme du Programme de Développement Rural Hexagonal (PDRH) qui s'étalait sur la période 2007-2013. M. VANZWALMEN rassure les membres du COPIL sur la reconduction de ce dispositif pour la période 2014-2020. M. VANZWAELMEN ajoute que dans le cadre de cette nouvelle programmation les fonds européens alloués à Natura 2000 seront plus importants.

Durant la dernière programmation PDRH, 26 contrats ont été signés dans le département de la Somme pour un montant total de 1 824 530 € et une moyenne de 70 000 € par contrat. Les contrats les plus importants en terme de montant ont été signés en début de programmation en raison d'enveloppes nationales plus conséquentes qu'actuellement. Aujourd'hui 16 contrats sont en cours, pour un montant d'un peu plus d'un million d'euros, principalement situés en zone humide que ce soit sur le littoral et dans les vallées et notamment dans la vallée de la Somme. La majorité de ces contrats a été signée par des communes (5 contrats). Les autres bénéficiaires sont des particuliers, des associations, le Syndicat de la Vallée des Anguillères, le Syndicat mixte baie de Somme grand littoral picard et le Conservatoire d'espaces naturels de Picardie. Cinq contrats sont aujourd'hui soldés pour plus de 600 000 €.



M. VANZWAEMEN explique que le PDRH actuel se termine le 31 décembre 2013. Jusqu'à cette date des contrats peuvent être déposés et ainsi prendre effet en 2014. Ainsi 6 contrats vont débiter pour un montant de 199 000 €. Il s'agit d'un contrat sur le littoral et de 4 contrats portés par le CENP, 1 sur les marais arrière littoraux, 2 sur le secteur de Mareuil-Caubert, 1 sur la Haute-Somme et 1 sur le Ponthieu. La particularité de trois de ces contrats réside dans la mobilisation de crédits de l'Agence de l'Eau Artois Picardie afin de palier à la faible enveloppe débloquée par l'Etat. M. VANZWAELMEN ajoute que ce type de cofinancement pourra se reproduire dans le cadre du prochain PDRH. De même des cofinancements associant la Taxe d'aménagement (anciennement Taxe Départementale sur les Espaces Naturels Sensibles) pourront être mobilisés. M. LENGLET confirme la nécessité pour les animateurs de monter des cofinancements ce qui permettra de mobiliser les crédits européens disponibles en compensant l'enveloppe nationale de plus en plus faible.

M. CARPENTIER profite de la présentation des contrats fraîchement déposés pour questionner le CENP sur les deux contrats de Mareuil-Caubert. M<sup>me</sup> COUTEAUX précise qu'il s'agit de deux contrats situés dans le périmètre du site « Marais et Monts de Mareuil-Caubert ». Le premier contrat est situé dans le marais du Génoive à Mareuil-Caubert, propriété du Conservatoire du littoral et des rivages lacustres. Le second est situé au sein du marais communal d'Epagne-Epagnette. M. CARPENTIER fait remonter aux membres du comité de pilotage des remarques d'habitants de sa commune sur des acquisitions foncières importantes de la part du Conservatoire du littoral mais où les opérations de restauration sont longues à se mettre en place. M<sup>me</sup> COUTEAUX ajoute que dans le cas du marais du Génoive ce n'est pas le cas. Acquis en 2010, les opérations y ont débuté dès 2011.

## 6. Etat d'avancement de la démarche de contractualisation

### Les contrats pressentis sur le secteur de Mareuil-Caubert

M. MÉRESSE présente les 5 contrats faisant suite à la réunion d'information réalisée à Mareuil-Caubert. Ces contrats, à l'heure actuelle en cours de montage, concerneront des propriétés privées. Quatre de ces contrats sont des contrats sur devis, autrement dit réalisés par des entreprises. Le dernier sera réalisé en régie par le propriétaire lui-même. Sur ces 5 contrats, 4 porteraient sur des milieux humides et viseront à restaurer des habitats ouverts par déboisement/débroussaillage afin de favoriser des mégaphorbiaies, entretenir les herbiers aquatiques et fossés présents et restaurer des tremblants boisés notamment par abattage de peupliers, habitats d'intérêt communautaire prioritaire (91E0\*). Le dernier contrat concerne la partie privée du larris de Mareuil-Caubert et visera à rétablir une gestion pastorale nécessitant une réouverture du milieu et la mise en place de clôtures.

### Les contrats pressentis sur le secteur de Fouencamps et Cottenchy

M. MÉRESSE présente les 2 contrats en cours de montage avec le centre de formation de l'ONEMA et le lycée agricole du Paraclet. Tous deux portent sur une entité hydrologique cohérente de 28 Ha d'où la mise en place conjointe de ces deux contrats. Uniquement concerné par la directive Oiseaux, ce secteur présente une diversité de faune palludicole importante. La présence du Blongios nain, du Busard des roseaux, du Gorgebleue à miroir et du Martin pêcheur d'Europe est avérée et les domaines présentent d'importantes surfaces de roselières propices au

Butor étoilé qui est régulièrement aperçu sur le site. L'atout de ce domaine est l'entière maîtrise des niveaux d'eau possible grâce à la présence de nombreux ouvrages hydrauliques. Les opérations proposées consisteront principalement à de la réouverture de milieux sur les secteurs de mégaphorbiaies par déboisement, débroussaillage et fauche et à de la restauration de roselières inondées par remise en état d'ouvrages hydrauliques.

### **Les contrats déposés sur les marais communaux d'Epagne-Epagnette et de la Gênoive à Mareuil-Caubert**

M. MÉRESSE présente dans un premier temps le contrat signé sur la commune d'Epagne-Epagnette consistant au renouvellement de clôtures dans le but d'une gestion pastorale. M. MÉRESSE expose ensuite le contrat conclu sur le marais de la gênoive à Mareuil-Caubert qui consiste en du débroussaillage, de la gestion de rejets de saules ainsi que de la fauche. M. MÉRESSE signale qu'il s'agit des premiers contrats montés avec des financements de l'Agence de l'Eau Artois Picardie dans la région.

### **La charte de Pont-Rémy**

M. MÉRESSE présente la charte Natura 2000 signée par la commune de Pont-Rémy sur 5 parcelles du marais communal pour une superficie d'environ 16 Ha. Dans un souci de concertation, en plus de la signature de la commune de Pont-Rémy, propriétaire, les deux agriculteurs exploitants les parcelles ainsi que la société de chasse locale ont également signé cette charte. M. MÉRESSE précise que le dossier a été déposé en DDTM le 22 octobre 2013. M. MÉRESSE procède ensuite à une présentation des grandes recommandations et des engagements souscrits par les signataires.

## **7. Assistance à l'application du régime des incidences**

M. MÉRESSE expose un bilan de l'aide apportée aux porteurs de projets dans le cadre de l'application du régime des incidences Natura 2000 du formulaire simplifié à l'étude d'incidence.

## **8. Perspectives 2014**

### **Plan de communication 2014**

M<sup>me</sup> SENÉ présente aux membres du COPIL l'exposition prévue pour la fin du premier semestre 2014. Il s'agit d'un outil de communication complémentaire de la synthèse déjà éditée. Cette exposition itinérante sera à disposition des communes, communautés de communes et manifestations diverses. Elle se décomposera en 11 panneaux présentant la démarche Natura 2000, les sites Natura 2000 de la vallée de la Somme, les grands types de milieux rencontrés, les espèces et activités qui y sont présentes ainsi que la présentation des outils de gestion, contrats et charte Natura 2000.

M<sup>me</sup> SENÉ ajoute que la campagne de communication auprès des propriétaires privés des sites débutée en 2013 se poursuivra en 2014 sur le secteur de Pont-Rémy à Breilly pour la ZSC « Basse vallée de la Somme de Pont-Rémy à Breilly » et la ZPS « Étangs et marais du bassin de la Somme ». Elle précise que le même travail sur le

secteur restant, à savoir entre Corbie et Pargny, uniquement concerné par la ZPS « Étangs et marais du bassin de la Somme » sera réalisé fin 2014 – début 2015.

M<sup>me</sup> SENÉ présente aux membres du COPIL la volonté de l'équipe d'impliquer suite aux élections de mars 2014 les nouveaux élus par la réalisation de rencontres commune par commune.

M<sup>me</sup> SENÉ expose enfin la volonté de publier une troisième lettre d'information. Elle précise également que les sites internet de l'Ameva et Natura 2000 en Picardie seront régulièrement mis à jour afin de communiquer sur la vie des sites.

### Mise en œuvre des contrats

M<sup>me</sup> SENÉ termine en expliquant aux membres du COPIL qu'en 2014 un temps important sera consacré au montage et au suivi des contrats Natura 2000 en cours et découlant de la troisième réunion d'information.

M. VANZWAELMEN précise, qu'en raison du positionnement tardif de l'Union Européenne sur les enveloppes allouées à Natura 2000, 2014 sera probablement une année blanche en termes de déblocage de fonds pour les nouveaux contrats Natura 2000 tout comme le fut 2007 lors du précédent PDRH.

## 9. Question diverses

M. DUBOS interroge M. MÉRESSE sur la possibilité d'épandre des engrais sur une des parcelles concernées par la charte Natura sur la commune de Pont-Rémy. M. MÉRESSE précise que les 2 agriculteurs exploitants ce secteur ont, en plus de la charte Natura 2000, contractualisé des MAE-t. Il ajoute que dans le cadre de ces MAE-t, les exploitants peuvent fertiliser. M. MÉRESSE précise que, selon le type de mesure choisit, la quantité d'azote qu'ils peuvent apporter est limitée. M. DUBOS questionne alors M. MÉRESSE sur la possibilité de contrôle de ces quantités apportées. M. MÉRESSE explique que la vérification des apports réalisés se fait par le biais des cahiers d'épandage. M. VANZWAELMEN ajoute que dans le cadre des MAE-t des contrôles supplémentaires d'éco-conditionnalité des aides sont réalisés.

M. DUBOS fait part aux membres du COPIL de son étonnement quant au fait qu'un des deux exploitants de Pont-Rémy traite une de ses parcelles voisine au Roundup malgré son engagement dans la charte. M. MÉRESSE précise que l'engagement se fait à la parcelle et non à l'ensemble d'une exploitation. Il présente également l'exemple inverse du second exploitant qui, suite aux discussions nécessaires à la mise en place de la charte, a en plus contractualisé une MAE-t reconversion de grande culture en prairie de fauche sur une parcelle voisine.

Pour clore la réunion, M. CARPENTIER tient tout d'abord à remercier l'ensemble des personnes ayant participé à la réunion. Il remercie également l'équipe de l'AMEVA pour le travail fourni au cours de cette année.